

Déclaration du CADTM Afrique à l'issue de sa seconde université d'été à Niamey (Niger)

vendredi 18 novembre 2016, par [CADTM-Afrique](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2016).

La deuxième Université du Réseau CADTM Afrique s'est tenue dans la ville de Niamey, au Niger, du 7 au 9 octobre 2016 sous le thème « Unissons-nous contre les dettes illégitimes », pour des audits citoyens des dettes publiques et l'abolition des dettes illégitimes.

Cette rencontre destinée à la formation des membres du Réseau a permis aussi d'échanger entre les quatre-vingt-dix militantes et militants venu-e-s de six (6) pays africains (Burkina Faso, Mali, Maroc, Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire et Togo) et les représentant-e-s venu-e-s de pays européens (Belgique).

Le mécanisme de la dette comme système de transfert des richesses du Sud vers le Nord et ses conséquences sur la vie des peuples de notre continent ont été au centre des travaux de cette université.

Nous, mouvements sociaux réunis à cet effet à Niamey, au Niger, avons au cours de cette édition traité de plusieurs thèmes qui touchent les problèmes qui entravent le développement de l'Afrique. Ainsi, nous avons parlé de ce qui suit :

- Les politiques des institutions financières internationales : vers une nouvelle crise de la dette ;
- Les enjeux de l'endettement public et de la croissance économique au Burkina Faso ;
- Les audits de la dette et les luttes sociales à travers les exemples du Mali et de la Grèce ;
- Les enjeux géopolitiques et stratégiques des industries extractives dans l'espace sahélo-sahélien sous le prisme de la dette écologique ;
- Les contrats de désendettement et de développement (C2D) en Afrique ;
- La construction d'alternatives face à la crise des migrations internationales ;
- Les accaparements des terres et l'agro-business en Afrique (Mali, Burkina Faso, Sénégal, etc.) ;
- Les accords de libre-échange ;
- Les politiques des microcrédits en Afrique et leurs impacts sur l'autonomisation des femmes africaines ?
- La zone franc et le sous-développement en Afrique.

L'actualité et l'importance de ces problématiques, analysées en séances plénières et en ateliers, nous amène à réaffirmer la nécessité d'élargir le front social commun entre le Nord et le Sud. La construction croissante de résistances et d'alternatives à travers les mouvements sociaux que nous représentons constitue, déjà aujourd'hui, et constituera plus encore demain, les forces nécessaires pour mettre au pas les logiques de dépendances dans laquelle le système capitaliste et le système

dette tente de nous emprisonner.

Par voie de conséquence, nous, mouvements sociaux réunis durant ces trois jours, avons remarqué une fois encore :

- Qu'au-delà des effets d'annonce d'annulation de la dette par les pays dits développés et autres institutions de Bretton Woods, qu'une nouvelle crise de la dette est déjà visible ;
- Que les accords de libre-échange constituent des instruments en faveur des grandes puissances capitalistes et des multinationales du Nord et qu'à ce titre ils représentent des accords commerciaux néo-coloniaux contre les peuples ;
- Que les industries extractives présentes dans l'espace sahélo-sahélien telles qu'AREVA, développe son activité au mépris du droit à la vie des populations riveraines et des travailleurs, et qu'elles exercent leur pillage en toute liberté et en toute impunité sans qu'aucun contrôle ne soit exercé par les autorités locales sur elles ;
- Que l'orientation de l'agriculture vers l'exportation au profit du secteur de l'agrobusiness détruit l'agriculture vivrière, accentue l'appauvrissement des paysans et la dépendance alimentaire de nos pays ;
- Qu'en dépit des accords de libre circulation des personnes dans l'espace de la CEDEAO, les membres du réseau ont vu ce droit être bafoué par les diverses autorités de contrôles rencontrés pour rejoindre l'université du CADTM au Niger. Nous dénonçons, à cet effet, les tracasseries des forces de sécurité et le dépouillement répété des voyageurs.

Pour l'ensemble des raisons susmentionnées, le réseau CADTM Afrique exige :

- La mise en place d'audit citoyen de la dette extérieure et intérieure publique des États pour en déterminer les parts illégitimes, illégales, odieuses et insoutenables et de procéder à leur abolition pure et simple ;
- L'arrêt des classements du climat des affaires (programme Doing Business) de la Banque mondiale, qui ne s'appuient que sur le registre de la spéculation, au détriment des critères sociaux et environnementaux, et favorisent l'accaparement des terres et de l'eau ;
- L'arrêt et l'annulation des contrats de concession de nos États avec les multinationales ;
- L'arrêt et annulation des contrats de désendettement et de développement (C2D) qui maintiennent les peuples africains sous perfusion ;
- L'arrêt de la vente des titres de dettes publiques sur les marchés financiers des pays les plus industrialisés aggravant la situation d'endettement des pays du Sud ;
- L'arrêt de l'émission d'euro-obligations que certains de nos États (le Cameroun, la RD Congo, la Zambie, etc.) sont en train d'effectuer sur le marché international des capitaux ;
- La renationalisation de toutes les sociétés d'État qui ont été privatisées sous la pression du FMI et la Banque mondiale et contre les intérêts des Africains ;
- La constitutionnalisation de la transformation locale de toutes les matières premières africaines ;
- La création d'une Banque du Sud pour mettre fin à la balkanisation monétaire africaine et

l'atomisation ridicule des Banques centrales africaines ;

- L'arrêt immédiat de l'accaparement des terres, du pillage des ressources naturelles et minières du Niger et du continent africain ne profitant qu'à une élite étrangère et nationale ;
- La mise en place de politique publique sociale et environnementale basée sur la redistribution des richesses pour garantir la justice sociale et climatique ;
- Le respect des droits humains fondamentaux, aussi bien à travers le droit à la libre circulation et d'établissement des personnes, qu'à travers le droit à mener une vie digne ;
- L'abolition de toutes les formes d'oppression (sociale, patriarcale, néocoloniale, politique, etc.) afin de promouvoir un développement autour des priorités et spécificités des peuples de l'Afrique ;
- La souveraineté économique, politique et alimentaire des peuples.

Nous, mouvements sociaux du Sud comme du Nord, nous nous engageons à poursuivre ce combat en développant notre solidarité pour que toutes nos luttes légitimes constituent les piliers du monde de demain.

NOUS NE DEVONS RIEN, NOUS NE PAIERONS RIEN.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE.

Fait à Niamey le 9 octobre 2016

Le Réseau CADTM Afrique
